



**COMMUNIQUÉ
DE PRESSE**
Association des Petites Villes de France

Paris, le 31 mai 2010

**REFORME TERRITORIALE :
LES PETITES VILLES, REUNIES POUR LEURS XIII^ÈE ASSISES A JOIGNY
ADOPTENT UNE RESOLUTION A L'UNANIMITE**

A l'issue de ses XIII^Èe Assises des petites villes et de la décentralisation qui se sont tenues à Joigny (Yonne) les 27 et 28 mai 2010 et qui ont rassemblé plus de 300 élus, l'Association des Petites Villes de France, que préside Martin MALVY, Ancien ministre, Président du Conseil régional Midi-Pyrénées, a **adopté à l'unanimité une résolution finale insistant sur** les inquiétudes et les réticences qu'inspirent aux élus des petites villes le projet de loi de réforme des collectivités territoriales en cours de discussion à l'Assemblée et les dernières annonces de l'Etat en ce qui concerne l'évolution des dotations versées aux collectivités.

Rappelant tout d'abord que les collectivités locales ont joué pleinement leur rôle d'amortisseur de la crise économique et financière, **les élus des petites villes ont exprimé leurs vives inquiétudes quant à l'annonce du gel des dotations de l'Etat aux collectivités.** Cette mesure venant après la suppression de la taxe professionnelle aura pour conséquence de **restreindre la capacité d'investissement des collectivités au service de la relance économique**, alors même que les collectivités territoriales doivent faire face à une détérioration de la situation économique et sociale de leur population, qui génère des demandes accrues de services et de soutien.

Concernant la réforme territoriale, les élus de l'APVF ont attiré l'attention des représentants du Gouvernement présents à Joigny sur **deux points du projet de loi** sur lesquels se concentrent leurs inquiétudes :

- la **restriction des cofinancements**, alors que les petites villes veulent pouvoir continuer de **bénéficier**, pour la réalisation de leurs projets, des soutiens financiers des autres niveaux de collectivités, au nom de la libre administration des collectivités territoriales, de la solidarité territoriale et de la nécessité de relancer notre économie par des projets publics structurants ;
- le « blanc-seing » laissé au préfet pour la **rationalisation de la carte intercommunale** en 2013, alors que l'évolution des périmètres devrait relever d'une décision majoritaire des communes concernées par le projet de périmètre, représentant la majorité de la population.

Enfin, les petites villes expriment leur entière solidarité aux départements et aux régions afin que ces derniers soient en capacité de continuer à assurer leur mission d'animation et de solidarité entre les territoires.

Le texte intégral de la résolution est disponible à l'adresse :

<http://www.apvf.asso.fr/files/communique-de-presse/CP-Resolution-finale.pdf>

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 3.000 à 20.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Association pluraliste présidée par Martin Malvy, Ancien ministre, Président du Conseil régional Midi-Pyrénées, elle compte aujourd'hui plus de 1000 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.